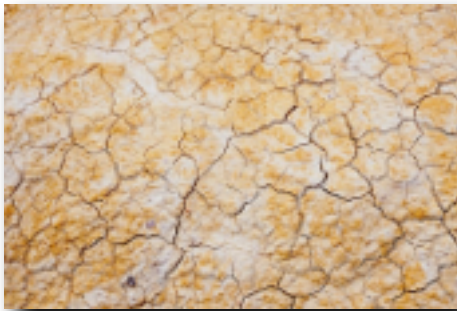


La sécheresse se profile en France, effet du changement climatique

Douze départements ont pris des mesures de restriction d'eau, dont trois départements bretons. Si cet épisode de sécheresse n'est pas encore majeur, le réchauffement climatique rend urgent d'anticiper la multiplication de ces événements.



Interdiction de remplir la piscine privée et de vidanger les piscines publiques, pas de lavage pour la voiture, fermeture des fontaines publiques, pas d'arrosage lors des heures chaudes de la journée, etc. Ces mesures ne concernent pas la Côte d'Azur... mais trois départements bretons. Le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine et les Côtes-d'Armor anticipent la sécheresse depuis le début de l'année.

"Les débits des cours d'eau sont depuis cet automne les plus bas jamais observés, très largement inférieurs aux années de référence dites 'sèches' comme 1976, 1990, 2003 ou encore 2011", observait il y a quelques jours la préfecture des Côtes-d'Armor, indiquant que le "déficit pluviométrique" pour avril était de — 36 %.

Comme dans beaucoup d'autres lieux en France, la pluie a manqué cet hiver. Elle a été "globalement déficitaire sur le pays depuis juillet 2016", indiquait Météo France dans un bulletin du 16 mai. Et de poursuivre :

"En avril, à la suite des faibles précipitations conjuguées aux températures élevées durant la première quinzaine, la sécheresse des sols s'est accentuée sur l'ensemble du pays."

Les pluies ont manqué aux sols en surface, mais aussi aux nappes phréatiques souterraines.

"Les niveaux sont plus bas que les autres années", note Laurence Gourcy, hydrogéologue au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières). "Les deux tiers des nappes (67 %) affichent un niveau modérément bas à très bas. La situation montre qu'un tiers seulement du territoire a, à ce jour, bénéficié de la recharge hivernale habituellement observée à cette période de l'année", relève le bulletin de son Institut.

Sur la carte, les points sensibles sont nombreux : au Nord, les Hauts-de-France ; à l'Ouest, la côte depuis le Pas-de-Calais jusqu'au sud de Bordeaux, et en particulier le Poitou-Charentes ; à l'Est, la plaine d'Alsace ; au Sud, le Sud-Ouest et la Corse, où le manque d'eau devient particulièrement critique d'après Météo France. En tout, 12 départements ont pris des arrêtés de restriction d'eau en France.

"Des mesures qui ne peuvent pas être prises chaque année"

L'incertitude plane pour cet été.

"S'il pleut pendant l'été, ça ira", estime Laurence Gourcy, du BRGM. "Mais dans les régions où il faut irriguer et puiser dans les nappes souterraines qui sont déjà basses, on peut s'attendre à ce que les restrictions durent tout l'été, il va falloir répartir l'eau en fonction des différents usages. Il pourrait être décidé d'abandonner des cultures."

C'est donc l'indice d'humidité superficielle des sols, mesuré par Météo France, qui sera suivi de près.

"La situation s'est améliorée avec les pluies du mois de mai", explique Emmanuel Demaël, prévisionniste à Météo France. "Mais si, dans le mois qui vient, il n'y a pas de précipitations, on peut très vite basculer à nouveau vers un assèchement important."



"S'il pleut, ça ira. Mais dans les régions où il faut irriguer et puiser dans les nappes souterraines qui sont déjà basses, on peut s'attendre à ce que les restrictions durent tout l'été. Il pourrait être décidé d'abandonner des cultures."

Pour l'instant, cet épisode de sécheresse n'est pas majeur, selon Météo France. En Bretagne, cependant, il a déjà suscité la prise de mesures de prévention. Sur quatre niveaux de crise de sécheresse, les trois départements concernés ont déjà activé le niveau 2 : "alerte".

"On s'est aperçu dès le mois de janvier que si on ne faisait rien, on risquait de ne pas pouvoir garantir l'alimentation en eau potable. Donc, la principale décision a été de remplir les retenues d'eau, et pour cela, il a fallu réduire le débit des rivières", explique Pierre Bessin, directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor.

Ainsi, le "débit réservé" des rivières, normalement maintenu à 1/10^e de son débit moyen, a été divisé par deux, à 1/20^e.

"Le risque était d'autant plus important que nous avons beaucoup d'industriels de l'agroalimentaire dans le département. Leurs processus demandent beaucoup d'eau. Ils utilisent plutôt les forages, qui puisent dans les eaux souterraines, mais ceux-ci sont rares et risquaient de s'épuiser, donc la demande se reporte sur l'eau potable", poursuit-il.

"Ce sont des mesures qui ne peuvent pas être prises chaque année, car elles provoquent un stress important du milieu naturel", avertit Gilles Huet, délégué général de l'association Eaux et Rivières de Bretagne.

Il déplore aussi une autre décision, prise cette fois-ci dans le Morbihan :

"Les retenues d'eau destinées à l'irrigation de la filière industrielle des légumes pourront être alimentées jusque fin avril contre fin mars d'habitude."

"Anticiper les difficultés que l'on pourrait avoir à gérer l'eau"

Pour l'association, la situation n'est pas que conjoncturelle, elle est amenée à se reproduire. En cause : le changement climatique. Les différents usages de l'eau, même dans une région réputée pluvieuse comme la Bretagne, pourraient se retrouver de plus en plus souvent en concurrence : eau potable, tourisme et agriculture notamment. Et les cours d'eau pourraient servir de plus en plus souvent de variable d'ajustement. À la préfecture des Côtes-d'Armor, on concède le possible impact sur le milieu naturel, mais on précise que la priorité est aux besoins humains en eau potable.

Le directeur associatif préconise lui des solutions "durables et renouvelables." À commencer par les économies d'eau, qui ne demandent souvent que de changer quelques équipements. Mais aussi un changement de mentalité, qui intégrerait cette nouvelle rareté de l'eau. Et plus fondamentalement, une réflexion sur les usages de l'eau.

"On n'arrivera pas à les satisfaire tous. Il faut mieux répartir les activités. Par exemple, la Bretagne doit-elle continuer à accueillir 60 % des élevages de porcs, 40 % des élevages de bovins et 40 % des élevages de volailles français ?"

"Sur un territoire qui continue à gagner de la population, et dans un contexte de changement climatique, il est vrai qu'il faut anticiper les difficultés que l'on pourrait avoir à gérer l'eau", concède Pierre Bessin.

Des questions qui se posent également à l'échelle nationale. Le 16 mai, Météo France **remarquait** que la date des premiers 30 °C de l'année avait

"tendance à être plus précoce au fil des ans. (...) Trois des franchissements de seuil les plus précoces sont en effet récents : le 6 avril 2011, suivi du 14 avril 2013 et du 14 avril 2015."

Une autre preuve que le changement climatique va de plus en plus se fait sentir dans l'Hexagone ?

Dans ce cas, il devient urgent d'anticiper. Car

"quand les pluies reprennent normalement à l'automne, et que l'on n'épuise pas les ressources l'été, la recharge des nappes phréatiques est bonne et une sécheresse est vite oubliée," explique Laurence Gourcy du BRGM. "Mais si la situation se répète deux, trois ou quatre années de suite, cela devient critique."

► Lire aussi : **Pas d'inquiétude pour l'instant sur le niveau des nappes phréatiques**

Source : Marie Astier pour Reporterre

Photos :

. chapô : **Unsplash** (Dan Gold/CC0)

. enrouleur : **Wikimedia** (Cjp24/CC BY-SA 4.0)